

VEILLE , ARGUMENTAIRE , RIPOSTE

18 janvier 2012

L'emploi, victime numéro 1 du sarkozysme

1/ Le chômage : fil rouge du quinquennat

- Le gouvernement de Lionel Jospin avait ramené le taux chômage de presque 11% en 1997 à 7,8 % de la population active en 2001 : il touchait 9,8% des Français en novembre 2011 (Eurostat).

- Depuis mai 2007, la France compte 1 013 300 demandeurs d'emploi supplémentaires.

- Sur le front de l'emploi, M. Sarkozy restera comme l'homme des tristes records : record de la hausse la plus brutale du taux de chômage depuis 30 ans avec +2,1 points en 2 ans (2007-2009) ; record de chômage des jeunes de moins de 24 ans qui a passé la barre des 24% en 2009 et stagne autour de 23% depuis ; remontée spectaculaire du chômage de longue durée : depuis 2009, un demi-million de chômeurs de longue durée supplémentaires sont inscrits au Pôle emploi.

- Cet échec est quantitatif, mais également qualitatif avec le développement massif de la précarité et notamment des temps partiels subis : + 200 000 depuis mi 2008. 70 % des contrats signés actuellement sont des contrats précaires (CDD, intérim, temps partiels subis)

→ ***En 2007, le candidat UMP voulait faire « travailler plus » les Français. 5 ans plus tard, un million de personnes supplémentaires ne travaillent plus du tout : voilà le vrai bilan du sarkozysme***

2/ L'ardoise laissée par la droite est celle d'une politique en échec

Une politique qui, en s'accrochant à des choix idéologiques, n'a jamais réussi à dominer la crise

- Durant le quinquennat, la majorité de droite a continué de soutenir la multiplication des **heures supplémentaires défiscalisées** : selon l'OFCE, la mesure a détruit 70 000 emplois et coûté 4 milliards d'euros par an aux finances publiques.

- Autre incohérence : le durcissement des **conditions d'indemnisation du chômage** au moment même où, au cœur des difficultés, les ruptures de contrat se sont accrues et les créations d'emploi réduites. Ce dispositif a également contribué à renforcer la stigmatisation des personnes en difficulté.

- En enchaînant les **plans d'austérité** sans cohérence ni vision, le Gouvernement a continué

VEILLE , ARGUMENTAIRE , RIPOSTE

d'agir contre la croissance et contre l'emploi. L'OFCE estime que, depuis 2010, les politiques d'austérité ont coûté jusqu'à 1,5 point de croissance à la France.

Une politique de l'emploi sans ambition

- **Le quinquennat Sarkozy fut celui de la diminution sans précédent des moyens de la politique de l'emploi** : de 2002 à 2012, son budget est passé de 16,8 milliards d'euros à 10,2 milliards d'euros (soit une baisse de 40%). Depuis 2010, la baisse s'est accélérée alors que le nombre de demandeurs d'emplois ne cesse de croître : -10,5% entre 2010 et 2011 et -11,3% entre 2011 et 2012.

- En matière **d'emploi des jeunes**, ce manque d'ambition s'est traduit par un discours simpliste sur le développement de l'alternance sans résultats réels : ni en nombre d'apprentis, ni en priorité à ceux qui en ont besoin (jeunes sans qualification), ni par la mise en place de garde-fous pour éviter les ruptures abusives et sécuriser le statut de l'apprenti. La création d'un RSA jeunes fut tellement restrictive et en décalage avec le carnet de commandes de nombre d'entreprises qu'il n'a profité à presque personne.

- Concernant **l'emploi des seniors**, les résultats ne sont pas non plus à la hauteur. Si leur taux d'emploi a connu un léger redressement ces dernières années (de 33,6% en 2002 à 38,9% en 2009), son évolution a été très lente (le taux d'emploi était déjà de 38,5% en 2005). Le nombre de seniors demandeurs d'emploi a explosé (+55% depuis mai 2007) et l'âge moyen de cessation d'activité reste à 58 ans.

Une politique illisible

- Alors que la droite a fustigé les **contrats aidés** pendant les campagnes électorales locales, elle leur a retrouvé des vertus quand il s'est agi de faire baisser les chiffres du chômage aggravé par la crise. Le brouillage des messages a été préjudiciable à la construction de parcours individuels attractifs et au travail mené par les acteurs de l'insertion.

- Alors qu'elle prônait une politique active de l'emploi, fondée sur la relance de la croissance, la droite a essentiellement recouru à des mesures défensives. Si les mesures de **chômage partiel** ont permis de conserver des emplois pendant la crise (seulement 18 000 en France selon l'OCDE contre plus de 200 000 en Allemagne), l'effort a été dramatiquement faible.

- Alors que 275 000 salariés français étaient au chômage partiel au 2^{ème} trimestre 2009, 1,53 millions de salariés allemands connaissaient cette situation à la même période. Malgré l'Activité partielle de longue durée (APLD), le système mis en place par le gouvernement Sarkozy-Fillon a été incapable d'inciter réellement les entreprises à adjoindre à ces périodes de chômage partiel des actions de **formation**.

Une politique qui a conduit au démantèlement du service public de l'emploi

VEILLE , ARGUMENTAIRE , RIPOSTE

Si l'objectif de création de Pole Emploi était louable, les conditions de réalisation de cette fusion (calendrier serré, place réduite des partenaires sociaux dans la gouvernance, absence de sens donné à la fusion) et la crise à partir de 2008, n'ont pas permis à ce rapprochement d'apporter la plus-value attendue. Au contraire, aujourd'hui, le principal opérateur des politiques de l'emploi est totalement désorganisé. Les demandeurs d'emploi sont confrontés à des conseillers dont les portefeuilles dépassent les 120 à 150 usagers.

→ *Président et gouvernement spectateurs face à l'explosion du chômage, plans d'austérité incohérents, démantèlement du service de l'emploi : la droite a aggravé la crise. Le sommet sur l'emploi improvisé à la hâte par un Président à bout de course à l'approche des élections n'y changera rien : les Français ne veulent pas de nouvelles promesses, ils attendent une nouvelle politique pour d'autres résultats !*